

canado-sénégalais et canado-nigérien, lesquels sont fortement axés sur le développement rural. Globalement, l'enveloppe budgétaire des initiatives canadiennes dans le Sahel, d'ici 1980, atteindra donc près d'un quart de milliard de dollars.

On comprendra donc que j'aie voulu obtenir, pendant mon séjour en Haute-Volta, des renseignements de première main sur le plan d'action du CILSS. Je souhaitais aussi évoquer mes préoccupations devant certaines difficultés de démarrage de l'action sahélienne. Ne serait-ce que pour planifier au mieux l'apport du Canada, il me paraissait nécessaire d'être renseigné au plus haut niveau sur les grandes priorités de développement retenues par le Comité et les besoins administratifs et financiers de celui-ci, tant pour sa propre gestion que pour la réalisation des projets les plus urgents.

Lors d'une séance de travail au siège du CILSS, le Ministre Dakouré a donc rappelé que le Comité, créé et soutenu par les chefs d'Etat de tous les pays sahéliens, s'est vu confier le mandat d'établir un programme de relèvement économique et social pour l'ensemble du Sahel et de mettre en chantier des actions préventives pour éviter ou limiter à l'avenir des désastres comme ceux qui ont affligé la région ces dernières années. M. Dakouré